



Lyon, le 20 juillet 2022

Lettre ouverte au Président de la République Française

**« Notre maison brûle et nous regardons ailleurs »
Jacques CHIRAC au 4^{ème} sommet de la Terre le 2 septembre 2002**

Monsieur le Président,

Voilà des mois et des années que nous alertons.
Voilà des mois et des années que nous proposons.
Voilà des mois et des années que les refus nous essayons.

Le modèle de sécurité civile français, que tout le monde nous envie mais que personne ne reproduit est abimé, fatigué, lessivé, porté à bout de bras par des femmes et des hommes qui n'en peuvent plus et ce sans aucune distinction de statut.

Les collectivités qui nous financent n'en peuvent plus non plus.
Quand l'état légifère, tant bien que mal elles digèrent...

La carence la plus flagrante porte sur le personnel.
Le volontariat, tel qu'il doit être exercé aujourd'hui, connaît une crise qui n'est plus conjoncturelle, mais structurelle. Ce qui reposait hier sur le bénévolat, n'est plus adapté à nos sociétés. Le sapeur-pompier volontaire qui s'engage le fait pour quelques années.

Il est en de même pour le sapeur-pompier professionnel qui aujourd'hui démissionne de la fonction publique pour évoluer vers d'autres horizons.

La vitrine de la sécurité civile se vide au fur et à mesure que le temps passe.

Les sapeurs-pompiers manquent. Et, nous le disons depuis longtemps, la résolution de l'équation ne pourra passer que par de l'embauche de sapeurs-pompiers professionnels et une refonte massive de la sécurité civile.

Oui, monsieur le Président, le préventif a un coût important mais bien moindre que le curatif réalisé dans l'urgence.

Les risques ont évolué, pas notre modèle, ni son financement.

Nous en sommes encore au temps d'hier, lorsque, de manière assez aléatoire, la France – et même l'Europe - connaissait çà et là, des feux de végétations de quelques centaines d'hectares, et de temps en temps, une catastrophe naturelle ou industrielle aux dimensions et conséquences exceptionnelles. La solidarité nationale s'exerçait alors sans impacts majeurs sur les départements sollicités pour apporter leur aide aux départements ou pays voisins sinistrés.

Celui qui se bat peut perdre... celui qui ne se bat pas a déjà tout perdu!

SUD SDIS National
12 rue des halles
38790 St Georges d'Espéranche
secretariat@sudsdis-national.fr

Aujourd'hui, après l'assèchement de la ressource publique et ce n'est pas faute de l'avoir annoncé, le dérèglement climatique est à l'origine de méga feux, plusieurs milliers d'hectares, et ça ne va pas s'arrêter.

Il est aussi à l'origine de phénomènes météorologiques hors normes : inondations, tempêtes, marées, températures extrêmes, etc...

La sollicitation sur le risque courant est en augmentation, sur tout le territoire, et les effectifs sont au plus bas. Le SSUAP représente plus de 80% des missions. Celles et ceux aujourd'hui en poste dans les casernes donnent autant qu'elles et ils le peuvent. Les journées ne font que 24 heures et les semaines 7 jours. Ce fonctionnement ne tiendra plus longtemps...

Nous devons d'urgence adapter notre réponse à la situation. Plus de moyens matériels pour lutter contre les feux de forêts en particulier, plus de moyens humains pour répondre efficacement et sans mise en danger des sapeurs-pompiers à l'ensemble des sollicitations, qu'elles soient courantes ou exceptionnelles comme le prévoit le Code Général des Collectivités Territoriales.

Nous devons conserver toutes nos prérogatives de l'ambulance à l'échelle en passant par le fourgon.

Cette désorganisation nationale affecte directement les services départementaux d'incendie et de secours.

Monsieur le Président, il faut désormais acter la tenue du Beauvau de la sécurité civile avec tous les acteurs concernés pour tout remettre à plat et faire face aux enjeux de demain.

Faites de notre ministère de tutelle un ministère d'état avec autorité sur les autres ministères pour les questions de sécurité civile.

Nous attendons de votre venue mercredi 20 juillet sur l'opération de secours de la Teste de Buch que vous teniez vos engagements comme vous l'aviez prononcé le 16 octobre dernier à Marseille en certifiant que « l'Etat d'abord doit prendre toute sa part, c'est le premier pilier ».

Au moment où nous rédigeons cette missive, nos pensées sont tournées vers les collègues blessés et leurs familles. Nos pensées accompagnent aussi les milliers d'agents publics engagés sur ces opérations de secours de grande envergure.

Le temps n'est plus aux poignées de mains et à la remise de décorations. Le temps venu est celui de l'action.

Faites les annonces à la hauteur de vos propos et de vos promesses, nous serons à la hauteur de nos engagements en tant que partenaire social.